

Clermont-Ferrand → Vivre sa ville

20 SEP. 2009

CONSEIL MUNICIPAL ■ Quand le rapport d'activité sur Clermont Communauté enflamme le Conseil !

Une communauté qui divise quelque peu

Un an après, la nouvelle gouvernance de Clermont Communauté n'est toujours pas digérée. On en a eu la preuve, hier, au Conseil municipal de Clermont.

Arnaud Vernet

arnaud.vernet@clermont.fr

Intercommunalité ! C'était évidemment le seul mot qui fâchait, hier, dans l'ordre du jour du Conseil municipal de Clermont-Ferrand ou l'on ne trouvait guère de sujets de polémique. Mais il est vrai qu'un seul suffit et celui-là, resté en travers de la gorge de l'opposition,

s'annonçait comme explosif. Une exposition exclue depuis un an de l'exécutif communautaire, et qui allait par la voix de Jean-Pierre Brenas, reprendre par le menu des arguments ressassés depuis un an, du hold-up de tous les postes de vice-présidents de Clermont Co par la majorité en passant par le doublement des indemnités... le tout enrichi par la piètre croissance démographique de Clermont « 1 % en dix ans » - saupoudré de quelques indiscretions sur un futur impôt estimé à 90 € par foyer fiscal... et pimenté de ragots récupérés dans les conversations municipales selon lesquels le maire et le président du Conseil général s'entendraient... comme deux coqs sur un tas de fumier !

Densification

Suffisamment habillé pour un hiver qui s'annonce pourtant doux, le maire laissa néanmoins répondre ses collaborateurs dont les micros s'étaient mis à cliqueter au fur et à mesure des arguments développés par



MAIRE ET ADJOINT, Sébastien Godeard et Dominique Adéno, hier lors du Conseil municipal, boulevard Carnot.

Jean-Pierre Brenas. Bernard Dantal fut ainsi le premier à répliquer, expliquant en substance, que lorsqu'on condamnait une politique, il était surprenant de vouloir y participer. Danielle Auroy, Philippe Bohelay, Olivier Bianchi et Alain Laffont allaient vite à leur tour s'engouffrer dans la brèche, Dominique Adénot concluant sur une contradiction de l'opposition permettant de mieux voir la vision de Clermont par la majorité.

Revenant sur des propos d'Anne Courtille, qui avait déploré la densification de la ville, l'adjoint au maire s'étonnait en effet que l'on puisse « à la fois critiquer cette densification... et

vait à l'égard du conseiller UMP sa différence, évoquant son « exaspération par l'attitude électoraliste et démagogique des élus de tous bords qui font de l'impôt l'ennemi public N° 1... même si cet impôt lui semble particulièrement mal utilisé quand il peut servir à la construction d'un grand stade à Clermont-Ferrand ».

Deux incidents...

Au terme de ces échanges, parfois vifs, il restait au maire à défendre son bilan... et à apporter certaines réponses claires : après avoir rappelé le succès inespéré du tramway et dénoncé l'illusion d'une insécurité sur le réseau de transports en commun qui passagers et qui a connu... 2 incidents en un an, il tentait de rassurer sur les relations de la commune avec le département... même s'il reconnaissait que ce dernier avait tenté à se faire tirer l'oreille pour participer au budget du SMTC.

Différence...

Au bout du compte, le seul à reprendre quelques arguments de Jean-Pierre Brenas fut l'élu Modem Jean-Philippe Valentin dénonçant un « viol du pacte communautaire » par le maire de Clermont responsable de l'exclusion des vice-présidents n'appartenant pas à sa famille politique. Pour autant, il culti-

que des 90 € annoncés par l'opposition.

Passées ces mises au point, le Conseil pouvait alors reprendre son cours...



FAMILLE TANG ZHOU. Léon de solidarité pour la famille Tang Zhou, menée d'expulsion, et qui a reçu ces derniers jours le soutien du Conseil général, du Conseil régional et de 271 élus du Puy-de-Dôme réclamant sa régularisation se sera exprimé en ordre dispersé, hier, lors du Conseil municipal, la majorité et l'opposition déposant leur vœu chacune de leur côté. C'est la majorité qui tira la première lors d'une conférence de presse organisée juste avant l'ouverture du Conseil : le maire, et les représentants du MRG, des Radicaux de gauche, des Verts et demandant au préfet, la régularisation de la famille. Plus tard, l'opposition réclamait pour sa part un réexamen de la situation de la famille.

LA POSTE. La majorité municipale s'est prononcée hier pour « le retrait du projet de loi postale », apportant son « soutien au collectif local qui relaie la campagne nationale *Sauvons La Poste* ». Concrètement, Clermont-Ferrand, comme de nombreuses autres communes du Puy-de-Dôme, mettra, le 3 octobre prochain, à la disposition du collectif des locaux municipaux afin d'organiser de 8 h 30 à 15 heures la votation nationale sur la privatisation de La Poste.



OPPOSITION Arnaud Vernet, hier, au Conseil municipal de Clermont-Ferrand.